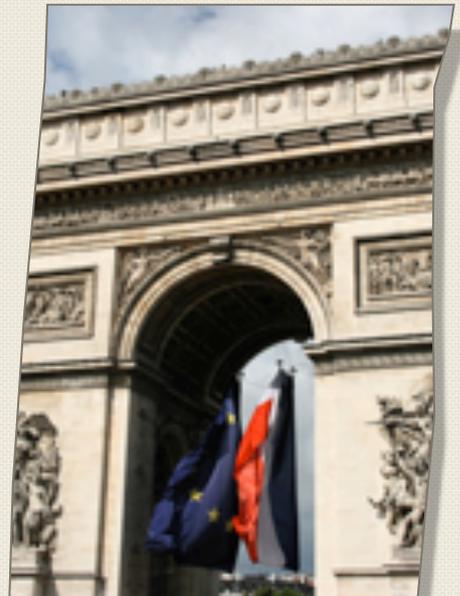


# LA PRESSE EN REVUE...

MERCREDI 27 JANVIER 2016

## SOMMAIRE

- 1) Rien ne va plus
- 2) La vraie facture de la...
- 3) Il durcit le ton
- 4 Des attaques d'ampleur
- 5) Daech le " gros mensonge "



Gérard Diez La Presse en Revue

## MEILLEURS VOEUX



## I) A Orly, le face-à-face tendu des taxis et des VTC «racleurs»



Ce mardi, des milliers de chauffeurs de taxi sont appelés à manifester dans toute la France pour protester contre ce qu'ils appellent les «dérives» du secteur des VTC. Photo Kenzo Tribouillard.AFP

Par Richard Poirot

**Certains chauffeurs privés chassent le client à l'intérieur de l'aéroport. En réponse, les taxis font la police dans le hall et traquent ce business illégal.**

Elle porte un bonnet à pompon, le dos appuyé sur le montant de la porte coulissante de l'aérogare Orly Sud, entrée C, lundi. Et chuchote en souriant «Taxi? Taxi?» au client qui passe.

Elle n'est pourtant pas taxi, mais chauffeur de VTC et n'a pas le droit d'interpeller ainsi le chaland. «Oui, je racole, et alors ?»

Elle n'est pas la seule, d'autres confrères chassent la clientèle en toute illégalité dans l'aéroport du sud parisien, plus ou moins discrètement.

Juste à côté, d'autres chauffeurs, très visibles ceux-là, sont reconnaissables à leurs chasubles jaunes ou bleues, avec «Taxi Informations» écrit en évidence.

Ils orientent ceux qui débarquent vers leurs collègues à l'extérieur : «Les taxis sont à gauche en sortant, ne répondez à aucune sollicitation !»

Et s'ils voient un VTC tenter une approche, ils lâchent un : «Non pas eux, Madame, s'il vous plaît, ce ne sont pas des taxis!» Juste à côté, deux policiers observent le manège d'un œil morne. Depuis un mois, le hall de l'aéroport est devenu une jungle entre ces deux corporations, où l'une tente de faire respecter la loi à l'autre. «Parfois, c'est tendu», avoue l'un d'eux.

## Le racolage agace

Ce mardi, des milliers de chauffeurs de taxi sont appelés à manifester dans toute la France pour protester contre ce qu'ils appellent les «dérives» du secteur des VTC. Deux intersyndicales, rassemblant 11 syndicats et associations de taxis d'un côté, et huit de l'autre, appellent au mouvement. De fortes perturbations sont attendues dans les aéroports franciliens de Roissy et Orly, dès 6 heures du matin. A Paris, les rendez-vous sont fixés porte Maillot et près du ministère de l'Economie et des Finances.

Les plaintes sont multiples, mais le racolage les agace fortement. Les «voitures de tourisme avec chauffeur» sont censées ne fonctionner que sur réservation. Elles n'ont pas le droit de marauder, c'est-à-dire prendre en charge des clients dans la rue, ce privilège étant réservé aux taxis. Et ce que les chauffeurs n'ont pas le droit de faire en voiture, ils sont encore moins censés pouvoir le faire dans le hall d'un aéroport. «Vous l'avez bien vu, la femme tout à l'heure, ça se passe là, devant nous, s'énerve Franck Nyaze. Alors qu'on ne dise pas que les taxis exagèrent. C'est devenu banal, normalisé.» Chauffeur indépendant, il fait temporairement le «guide» dans hall. «On tourne, avec les volontaires. Quand ce sera à mon tour de charger (un client, ndlr), je laisserai ma place.» Ils étaient une dizaine ce lundi, veille de grève, à orienter les clients. «Depuis qu'on a commencé il y a un mois, notre présence a eu un effet direct. J'aurai peut-être empêché 4 ou 5 racolages.»

## Accrochages et provocations

Un de ses collègues y est clairement parvenu, plus loin. «Taxi ?» souffle la femme au pompon, qui avait changé de porte. Le passager marque l'arrêt, se tourne vers elle. De l'autre côté de la sortie, un homme en chasuble la coupe : «Ce n'est pas un chauffeur de taxi, ne l'écoutez pas !» L'homme hésite. «Vous voulez prendre un VTC ?», précise-t-elle. «Je crois surtout que je vais prendre l'air», lance le client en sortant. Raté. Léger regard crâne du chauffeur de taxi en chasuble.

Des accrochages, il y en a eu entre VTC et taxis, avec des provocations des deux côtés. «Tonton» ouvre la bouche et montre sa mâchoire supérieure édentée.

C'était le 7 janvier, lors d'une altercation, il a reçu un coup de poing sur la tempe, a chuté au sol et s'est brisé quatre ou cinq dents.

Il a aussi des traces de contusion autour de l'œil. Ses collègues ont bloqué Orly Ouest pendant 3 heures en signe de protestation. Aujourd'hui, il est toujours en arrêt de travail, mais vient régulièrement voir les autres taxis, histoire de se remonter le moral, «pour reprendre confiance en moi».

Lui aussi dénonce la concurrence déloyale des VTC. Il nous amène à l'écart de l'aérogare, derrière un pont routier. Environ 150 taxis sont parkés sur un parking, en attendant leur tour. Ce lieu, il l'appelle Guantánamo, «parce qu'on nous a mis loin de la civilisation», ironise le chauffeur. «On peut attendre 20 minutes comme on peut attendre deux heures, ça dépend des arrivées.» Retour à l'aérogare. De nombreux VTC sont alignés, très proche de l'entrée principale. Parfois les chauffeurs sont au volant, parfois les voitures sont vides. Ils sont à l'intérieur, en train d'accoster des passagers, assure Tonton. «Oui, c'est vrai, mais je n'aime pas le mot accoster», précise un VTC posté à une porte de sortie. «Et racoler, c'est très vulgaire. Il faut dire que nous proposons nos services, et que c'est un service de qualité.» Il ne veut pas donner son nom, n'est pas sur la plateforme de réservation d'Uber. Ni même sur les autres, «ou alors de temps en temps». C'est un «indépendant». Du coup, «proposer ses services» dans le hall, c'est une nécessité pour lui. La colère des taxis contre la concurrence déloyale, il la comprend, puis il se rapproche : «Mais c'est leur problème !» Lui, il doit bosser, et pense que c'est aux taxis d'évoluer.

## «Au moins, ils travaillent»

Abdenour, VTC Uber, l'approuve et tente la comparaison : «Vous allez chez Auchan, vous achetez quatre croissants à deux euros, elles vont dire quoi les boulangeries, hein ? C'est la concurrence.» Pour lui, le gâteau est assez gros pour tout le monde. Et le racolage ? Haussement d'épaule.

«Oui, oui, oui, mais ils nous reprochent tout et n'importe quoi. Et pourquoi ils viennent ici, pourquoi ils ne restent pas à tourner à Paris, les gens se plaignent qu'ils ne trouvent plus de taxis.» Le chauffeur, qui vient d'une cité du XVIII<sup>e</sup> arrondissement parisien, remercie Uber d'avoir appris aux gens à travailler. «Les jeunes, là où j'habite, ils faisaient peur avant. Maintenant, au lieu d'avoir la casquette à l'envers, ils s'habillent bien et conduisent des voitures propres. Au moins, ils travaillent.»

Devant la porte centrale, Franck Nyaze attend du gouvernement qu'il prenne une décision courageuse : le rachat des licences. «J'ai payé la mienne 220 000 euros il y a un an» assure le chauffeur de taxi, avec 50 000 euros de fonds propres et le reste en crédit. Il regrette. «Si l'Etat m'enlève la pression de cette licence, les VTC peuvent revenir, je m'en fiche.» Très peu d'entre eux espère un changement, ils reprochent aux autorités de laisser pourrir la situation. «Ceux d'en haut, ils regardent les noirs et les Arabes se taper dessus», lâche un taxi. Les deux populations les plus représentées dans les transports de personnes. Taxis et VTC confondus.

Richard Poirot

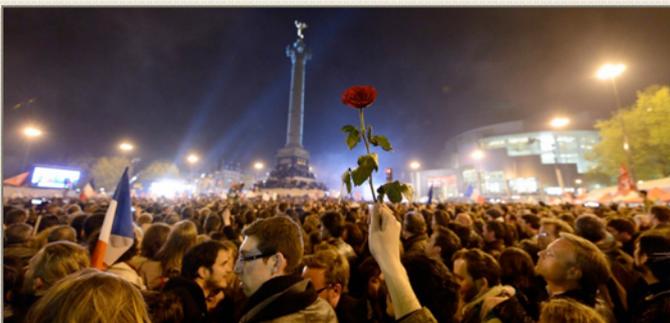


## II) Les militants contre le peuple : la vraie fracture qui menace la gauche



Par Renaud Dély

**Epouvantails de la gauche militante, Valls et Macron sont pourtant plus en phase avec l'opinion, y compris avec les sympathisants de gauche. Entre la "gauche d'en haut" et le "peuple de gauche", le fossé n'a jamais paru si profond.**



Manifestation place de la Bastille, le 6 mai 2012, le soir de l'élection de François Hollande (ERIC FEFERBERG / AFP)

Emiettée, divisée, déchirée, la gauche est menacée de multiples fractures. Il en est pourtant une plus inquiétante que les autres à laquelle on ne porte guère d'attention.

Il ne s'agit pas de celle qui oppose la gauche qui s'autoproclame "vraie" à l'autre, celle que l'on traite si souvent de "fausse", du conflit entre gauche radicale et gauche de gouvernement, ou encore de l'affrontement entre "gauche de gauche" et sociaux-démocrates repeints en "sociaux-traîtres". Voilà des figures imposées de l'histoire de cette famille plurielle. Une fois encore, au contact du réel et de la gestion, ce fossé se creuse dangereusement. Mais si son ampleur peut inquiéter depuis l'accession de François Hollande à l'Elysée, il n'a rien d'inédit : ce divorce était déjà apparu, par exemple, lors de la "pause" décrétée par Léon Blum en février 1937, des reniements molletistes des années 1956-1957 ou du tournant

### Haute cour de gauche

Il est en revanche un autre fossé, plus nouveau et plus crucial car il menace jusqu'à l'existence électorale de la gauche, c'est celui qui se creuse entre la gauche militante et l'opinion de gauche.

Pour s'en convaincre, il suffit d'observer la réaction de la première à chacune des sorties de son tandem maudit, Macron-Valls, et de mesurer les effets des dites sorties dans l'électorat. Que le ministre de l'Economie se prenne de pitié pour "la vie d'un entrepreneur souvent plus dure que celle d'un salarié" et il est aussitôt traduit en Haute cour de gauche pour trahison par toutes les éminences progressistes qui jugent en bloc son propos illégitime.

Que le Premier ministre évoque l'éventualité de prolonger l'état d'urgence "jusqu'à ce que l'on puisse se débarrasser de Daech", avant de préciser qu'il ne s'agit pas de le perpétuer "indéfiniment", et aussitôt, nombre de grandes voix de gauche proclament la disparition de l'état de droit. La mécanique est immuable, le réflexe pavlovien.

### Valls et Macron sont populaires

Il est de multiples raisons de contester tant les provocations sémantiques d'Emmanuel Macron que les propos musclés de Manuel Valls. On peut combattre le virage social-libéral incarné par le premier, qui n'a pour l'heure guère prouvé son efficacité, ou s'inquiéter des accents sécuritaires

du second.

Il est toutefois un constat dont la gauche, dans sa diversité, ne peut s'exonérer : Emmanuel Macron et Manuel Valls sont, de loin, les deux figures du gouvernement les plus populaires du pays. L'une après l'autre, toutes les enquêtes d'opinion le démontrent: le dernier baromètre de la Sofres accorde par exemple 36% de "confiance" à Manuel Valls et une "cote d'avenir" de 31% à Emmanuel Macron, contre 21% à Christiane Taubira, 20% à Arnaud Montebourg ou 16 % à Cécile Duflot. Pire encore pour leurs détracteurs, sondage après sondage, Manuel Valls et Emmanuel Macron sont aussi les dirigeants les plus appréciés par les sympathisants de gauche.

Enfin, la plupart des mesures emblématiques sur lesquelles ils se sont engagés ce derniers mois, depuis le travail le dimanche jusqu'à la déchéance de nationalité pour les terroristes, en passant par la simplification administrative pour les chefs d'entreprise ou la refonte du code du travail sont massivement plébiscitées par l'opinion, y compris à gauche.

### "La gauche peut mourir"

C'est cette fracture-là, celle qui oppose la gauche militante et intellectuelle à la "gauche d'en bas", populaire et inquiète, qui obsède le premier secrétaire du PS Jean-Christophe Cambadélis. Car si "la gauche peut mourir", comme l'avait dit Manuel Valls, c'est d'abord parce que ce fossé menace de l'engloutir.

Le locataire de Matignon ou celui de Bercy peuvent bien être traités de "renégats" ou de "démagogues", ils n'en sont pas moins plus en phase avec l'opinion de gauche que leurs opposants qui se réclament du même camp.

Certes, un dirigeant progressiste ne saurait se contenter de courir après les attentes de l'électorat et de le caresser dans le sens de la colère en adoptant le programme de la droite, voire en puisant dans la besace frontiste.

Pour autant, le "bashing" anti Valls-Macron ne suffit pas à apaiser les angoisses du peuple. Et caricaturer Manuel Valls en émule du maréchal Pétain ou Emmanuel Macron en porte-parole de Pierre Gattaz s'avère aussi injuste qu'inefficace.

### Ministère de l'indignation

Tous les observateurs conviennent aujourd'hui que l'incantation morale ne suffit plus à faire reculer le Front national. La progression de l'extrême droite au fond des urnes aux régionales de décembre a encore montré que l'indignation n'est que de peu d'effet, en tous cas au premier tour. Cela ne signifie pas qu'il faille l'abandonner tant le Front national demeure un parti anti-républicain. Mais il faut aussi, et même surtout, lui opposer une alternative de gouvernement crédible et surtout efficace.

C'est peu ou prou un défi du même ordre auquel se heurte la gauche radicale française lorsqu'elle fustige depuis son Aventin éthique les reniements des sociaux-démocrates sans exercer d'autre ministère que celui de l'indignation. Et c'est ce qui explique que la "vraie gauche" qui s'est historiquement arrogée le mérite de porter les attentes du peuple en soit aujourd'hui la plus éloignée.

Renaud Dély

nouvelobs.com

LAPRESSEENREVUE.EU

### III) Mélenchon durcit le ton sur l'euro pour 2017

Par Ludovic Lamant

**Ses proches assurent que la ligne du Parti de gauche n'a pas bougé, et que l'accord de juillet sur la Grèce n'a fait que « clarifier » les choses. Mais le sommet du « plan B » à Paris a confirmé la radicalisation de Jean-Luc Mélenchon sur la monnaie unique.**

**D**ans La Malfaçon (Les liens qui libèrent), essai publié en amont des élections européennes de 2014, Frédéric Lordon avait consacré l'un de ses chapitres les plus mordants à « ce que l'extrême

droite ne nous prendra pas ». L'économiste vedette y attaquait de front des pans de cette gauche critique française « terrorisée à la pensée du moindre soupçon de collusion objective avec le FN » et qui, dès lors, se montrait incapable de s'approprier un sujet à ses yeux capital pour en finir avec l'austérité : la sortie de l'euro.

Les débats organisés samedi et dimanche à Paris dans le cadre du « sommet du plan B » ont permis de constater le chemin parcouru depuis 2014 par certains secteurs de la gauche française. Encore sonnée par l'accord intervenu l'été dernier entre Athènes et Bruxelles, la formation de Jean-Luc Mélenchon a mis les pieds dans le plat, et convié à ses débats, entre autres intervenants, près d'une dizaine d'universitaires et activistes partisans d'une sortie sans attendre de la monnaie unique.

De ce point de vue, le sommet, tout en claironnant les vertus de l'internationalisme, marque une nouvelle étape dans le durcissement de Jean-Luc Mélenchon sur la question stratégique de l'euro. S'il se refuse toujours à appeler d'entrée de jeu à sortir de la monnaie unique, l'intéressé n'a jamais mis en scène de manière aussi nette la nécessité de travailler à des scénarios précis de sortie de l'euro. La stratégie du PG s'appuie sur deux piliers. D'abord, tout faire, une fois au pouvoir, pour renégocier les traités et sortir l'Europe de sa trajectoire « austéritaire » (c'est le plan A), et en cas d'échec, sortir de l'euro (le plan B). L'intuition de Mélenchon, après l'échec de Syriza à Bruxelles, c'est que lui serait d'autant plus influent dans les discussions avec Berlin sur un éventuel plan A (pour la construction d'un euro plus démocratique, en résumé) qu'il aurait préparé le terrain, de manière crédible, à un scénario de sortie (le plan B). Il faudrait donc tenir les deux ensemble – le A et le B.

Dans son discours de clôture dimanche, entre deux saillies contre les « insectes bureaucratiques » et autres « névrosés du marché », le fondateur du parti de gauche a jugé que « l'euro n'est pas l'Europe », et rappelé que neuf des États membres de l'UE avaient choisi de rester hors de la zone euro.

Mais il a estimé, dans le même temps, que la monnaie unique n'était qu'« un petit bout [de] cette chaîne que nous voulons rompre », en référence à l'ensemble des traités européens, qui enferment à ses yeux l'Europe dans un projet nocif d'inspiration ordolibérale, imposée par Berlin.

« Par rapport à 2014, tout a radicalement changé du point de vue de la perception des choses, et en particulier en ce qui concerne la compréhension des mécanismes néfastes provoqués par l'euro, aussi bien du point de vue économique, que démocratique », se réjouit l'universitaire Cédric Durand qui avait, lui aussi, signé un essai musclé en 2014, En finir avec l'Europe (La Fabrique). « Politiquement, les choses sont encore un peu difficiles à articuler », nuance Durand, qui comptait parmi les intervenants samedi à Paris.

« L'accord avec la Grèce en juillet a modifié la perception d'un certain nombre de camarades sur l'euro. La question n'est plus un tabou », reconnaît Jacques Généreux, proche conseiller de Mélenchon. Il assure toutefois que « la position du PG n'a pas changé » depuis la résolution sur l'euro en 2011 (lire ici ou là), et préfère parler d'une « clarification », par rapport à la campagne du Front de gauche de 2012, où « il y avait une ambiguïté, qui rendait notre position difficile à comprendre [notamment] parce que les communistes ne voulaient pas faire de l'euro un sujet de la campagne ». « Après la crise grecque, on ne peut plus être dans l'ambiguïté », tranche-t-il.

Dans les couloirs de la Maison de la chimie samedi, le mini-débat entre Mélenchon et Lordon occupait une bonne partie des conversations. À lui seul, cet échange improvisé résume bon nombre des complexités et des hésitations, autour d'une question emblématique des déchirements de la gauche sur l'Europe. Lors de son exposé (voir son intervention dans la vidéo ci-dessous), Lordon a cherché, sans surprise, à radicaliser l'orientation du « sommet du plan B », c'est-à-dire à convaincre ses promoteurs qu'un plan A – toute réforme de la zone euro – était d'emblée condamné. Parce que « l'idiosyncrasie monétaire allemande » reste « le verrou des verrous », ou, pour le dire autrement, parce que la « complication ordolibérale allemande » rend caduque toute tentative de reconstruire « un euro démocratique ».

[LAPRESSEENREVUE.EU](http://LAPRESSEENREVUE.EU)

<https://youtu.be/l23ZRvNLI4>

Dans ces conditions, mieux vaudrait « gagner du temps », éviter de tomber dans « un plan B comme brouille », et passer à la sortie de l'euro, en défense d'un « internationalisme réel », c'est-à-dire « la coordination des gauches européennes pour travailler partout à l'événement de la rupture, et de la sortie, et pousser celui qui sera le premier en position de l'effectuer ».

À l'attention de ceux qui n'avaient pas encore bien reçu le message, Lordon a martelé en conclusion : « Avant de partir en guerre, il vaut mieux être au clair sur les buts de guerre. Sauf pour les amateurs de tisane, le ramassage des queues de cerises n'a aucun intérêt. Il appartient donc désormais à la gauche du plan B de savoir si elle veut de l'infusion, et puis bonne nuit, ou bien si elle a enfin retrouvé le goût de la vraie politique. »

Présent dans la salle, Jean-Luc Mélenchon a applaudi à tout-va. Mais il a marqué, plus tard dans la séance, quelques points de désaccord, afin de défendre, coûte que coûte, les chances de succès d'un plan A (voir son intervention dans la vidéo ci-dessous).

Si on l'écoute bien, le désaccord de Mélenchon ne porte pas tant (et c'est nouveau) sur l'analyse de fond des mécanismes nocifs à l'œuvre, mais bien plutôt sur la manière d'expliquer la situation au grand public. Voici donc sa principale réserve : même s'il peut suivre les analyses d'un Lordon, il serait contre-productif de les défendre telles quelles dans l'espace public, en raison de « paramètres cachés », qu'ont tendance à oublier les universitaires.

« Aucun plan n'est possible s'il n'est porté par un haut niveau d'action populaire. (...) Il faut que les larges masses comprennent quels sont les enjeux. Cela n'a pas d'intérêt de surgir sur la scène en disant purement et simplement "nous allons sortir de l'euro", parce que cela revient à fétichiser la question de l'euro, sans permettre d'en comprendre le mécanisme diabolique d'aliénation des peuples », a-t-il affirmé.

« Plutôt que d'asséner des vérités universitaires, il y aurait tout un travail de conviction à mener auprès de l'opinion, si l'on en croit le stratège Mélenchon, qui imagine « un plan B » qui « part de la mobilisation populaire ».

<https://youtu.be/FFkUkm-L5A8>

Le fondateur du parti de gauche continue aussi de penser que « la préparation des dirigeants » politiques peut jouer, et donc qu'il existe encore des marges de manœuvre pour gagner des batailles au cœur de la machine bruxelloise. En clair, là où l'exécutif grec s'est pris les pieds dans le tapis, un gouvernement français pourrait parvenir à ses fins, en raison de ses aptitudes à la négociation musclée, ou plus prosaïquement de l'importance de son économie. « L'Histoire est faite par des êtres humains, pas par des machines, ni par la mise en œuvre mécanique des théories. C'est un être humain qui s'assoit en face d'autres pour négocier, et s'il n'a en lui aucune pratique de la négociation, aucune foi dans le rapport de forces, aucune confiance en lui-même, aucune volonté de s'appuyer sur le mouvement de son peuple, alors il est perdu. »

D'autant que la France, deuxième économie de la zone euro, « 18 % de l'économie européenne », aurait davantage d'arguments pour tenir tête aux Allemands : « Nous sommes forts de 2 000 milliards de dettes parce que nous pouvons décider de ne pas les payer », a-t-il balayé. C'est exactement le même argument qu'a utilisé, à l'été 2015, l'Espagnol Pablo Iglesias pour expliquer qu'en cas de victoire de Podemos aux législatives, il s'en sortirait bien mieux que son allié Alexis Tsipras à Bruxelles : l'Espagne pèse beaucoup plus lourd que la Grèce si l'on s'en tient au PIB et à la dette. Depuis, Iglesias a pris soin d'éviter le sujet pendant toute la campagne des législatives jusqu'à fin décembre (ce qui lui a plutôt bien réussi dans les urnes). Mélenchon, de son côté, semble bien décidé à faire de l'euro l'un des axes de sa campagne en 2017.

mediapart.fr

LAPRESSEENREVUE.EU

## IV) Selon Europol, Daech prépare «des attaques d'ampleur» en Europe



Daech n'en a pas fini avec la France et vient de menacer à nouveau de frapper le pays./AFP

Hier à Amsterdam, le directeur d'Europol, Rob Wainwright a lancé le Centre européen de contre-terrorisme. À cette occasion, il a affirmé que Daech préparait de nouvelles attaques d'ampleur en Europe et plus précisément en France.

Depuis novembre, l'ombre du terrorisme plane sur l'Hexagone. Et selon les experts, la menace ne semble pas près de se dissiper, bien au contraire. Rapport à l'appui, le directeur d'Europol, Rob Wainwright a confirmé hier à Amsterdam que Daech n'en avait pas fini avec la France et tramait de nouvelles attaques. M.Wainwright a ainsi averti que l'organisation terroriste avait développé «une nouvelle capacité de combat pour effectuer une campagne d'attaques d'ampleur» concentrées plus précisément «dans des États membres de l'UE, et en particulier en France». Avant de souligner : «Les attaques viseront en priorité les cibles molles (ndlr : la société civile), en raison de l'impact que cela génère».

### Renforcement du Centre européen contre le terrorisme

Fruit d'un séminaire entre experts des 28 États membres de l'Union européenne organisé après les attentats parisiens, le rapport présenté par le directeur d'Europol fait par ailleurs mention d'«un changement de stratégie de Daech qui veut agir globalement». Il signale aussi un «changement dans le mode opératoire» de l'organisation jihadiste implantée en Syrie et en Irak, désormais capable de réaliser «quand elle le souhaite», partout dans le monde, des «séries d'attaques complexes et bien coordonnées» grâce à des combattants locaux connaissant bien le terrain. L'analyse a démontré également que les commandants de Daech jouissent d'une «liberté

tactique quand ils choisissent leurs cibles, afin d'adapter leurs projets à des circonstances locales spécifiques». Une liberté d'action qui rend «encore plus difficile la détection de tels projets et l'identification des personnes impliquées à un stade précoce».

Basé au siège d'Europol à La Haye (Pays-Bas), le Centre européen de contre-terrorisme, est actuellement doté d'une quarantaine d'analystes. Ses moyens doivent être renforcés dans les mois à venir, les pays de l'UE s'étant engagés à améliorer le partage de renseignements après les attentats de Paris. Rob Wainwright a indiqué qu'«il se concentrera en particulier sur la communauté de 5 000 citoyens européens qui ont été radicalisés en participant au conflit en Syrie et en Irak, dont un grand nombre est revenu dans nos sociétés et pose un grave risque de sécurité».

### Hollande a répliqué

Hier, la France et la Grande-Bretagne ont affiché leur détermination à combattre Daech qui les a une nouvelle fois menacées dans une vidéo sanglante. Publiée par la branche médiatique de Daech, Al-Hayat media center, elle met en scène 9 jihadistes auteurs des attentats de Paris en train de commettre des atrocités (des décapitations et des exécutions par balles) sur des personnes présentées comme des otages. Ils apostrophent les pays de la coalition à commencer par la France et la Grande-Bretagne. Le président François Hollande et son Premier ministre Manuel Valls apparaissent ainsi la tête visée par une cible, tout comme le Premier ministre britannique David Cameron.

Depuis l'Inde où il est en visite d'État, François Hollande a répliqué : «Rien ne nous effraiera, aucune menace ne fera douter la France sur ce qu'elle a à faire dans le combat contre le terrorisme». Et de poursuivre : «Ces provocations odieuses amplifient encore la résolution qui est la nôtre, qui est la mienne pour protéger les Français (...) mais aussi pour frapper, frapper encore cette organisation qui nous menace et qui tue nos enfants». «Nous ne nous laisserons jamais impressionner» a-t-il conclu. Tout aussi remonté, David Cameron a qualifié la vidéo de nouvelle opération de «propagande» menée par «un groupe terroriste sur le déclin et qui bat en retraite».

## V) Sophie, revenue de Syrie : "Daech n'est qu'un gros mensonge"

Patricia Neves

**Embrigadée par des connaissances parties faire le djihad en Syrie, Sophie les rejoint pour "de l'humanitaire", pense-t-elle alors. S'ensuit la désillusion, "l'enfer" et deux mois barricadée dans un appartement avant de pouvoir s'enfuir. Elle raconte son histoire dans un livre, "Dans la nuit de Daech", parce qu'après avoir échappé aux coups, aux mariages forcés, aux viols ou encore à la mort, il lui reste une voix pour parler. Entretien.**



Libération de Sinjar, après d'intenses combats contre Daech, Sinjar. Irak, 15 janvier 2016 - GEAI LAURENCE/SIPA

Sa voix est douce, son histoire tragique, heureuse, pleine de résilience. Sophie Kasiki\* ne montre toutefois plus son visage, de peur qu'on la reconnaisse, qu'ils l'a retrouvent. "Ils", ce sont ses anciens geôliers en Syrie. Parmi eux, ses "petits", trois gamins de cité comme tant d'autres passés, un jour, sous la bannière de Daech. Sophie, 33 ans, qui fut un temps éducatrice dans la Maison de quartier qu'ils avaient l'habitude de fréquenter en Ile-de-France, ne s'en apercevra qu'une fois qu'elle les aura rejoint, avec son fils de quatre ans, en Syrie. Là-bas, leur vie prendrait tout son sens, avaient-ils promis pour l'embrigader patiemment.

Début 2015, dans un appartement immense et lugubre de Raqqa, Sophie, son fils et les garçons - Idriss, Mohammed et Souleymane - se retrouvent ainsi tous les soirs dans un huis clos qui devient chaque jour plus menaçant. Après avoir transité par d'obscurs chemins en Turquie, travaillé quelques jours dans la promiscuité d'une

maternité de Raqqa, Sophie, partie faire de l'humanitaire - c'est alors comme ça qu'elle le perçoit - est déçue, perdue et demande à rentrer. Elle est aussitôt faite prisonnière par les petits, devenus, grands ; méconnaissables.

Au cœur du fief de l'organisation terroriste, sans son passeport - confisqué - Sophie a le sentiment de plonger dans un long "brouillard", un de ces épisodes dépressifs, tenaces, qui la rongent depuis son enfance au Congo et la disparition de sa mère. Elle finit par s'en extirper. A côté d'elle, son fils, qu'elle cachera bientôt sous son niqab, lorsqu'elle parviendra enfin, au bout de deux mois, à fuir, à l'aide de son mari, qui n'a jamais cessé de lui écrire, et de rebelles syriens.

Par un incroyable concours de circonstances, en taxi, à moto, à pied, Sophie et son fils déjouent les contrôles, jusqu'à la frontière turque, qu'ils traversent avec succès. Une fuite vers la liberté qu'elle raconte dans un livre, Dans la nuit de Daech, témoignage d'outre tombe, aux allures de thérapie, mais aussi de main tendue à l'égard de celles qui "seraient tentées par ce saut vers l'enfer." Elle revient pour Marianne sur ses deux mois passés à Raqqa sous le califat de Daech.

\*Nom d'emprunt

**Marianne : Vous avez vécu sous le califat de Daech, après vous être vous-même convertie. Quelle a été votre expérience ?**

**Sophie Kasiki :** Ces gens-là n'acceptent pas qu'on ne pense pas comme eux, qu'on ne prie pas comme eux... Je l'ai vu juste en observant du balcon quand j'étais enfermée [Elle a été retenue prisonnière dans un appartement en plein centre de Raqqa, ndlr]. Au moment de la prière, les Syriens par exemple couraient tous. Il y avait cet homme qui tenait un cybercafé, or tous les commerces doivent fermer cinq fois par jour pour la prière. Cet homme avait l'air d'être musulman mais il avait aussi l'air de vivre sa foi comme il l'entendait. Au moment de la prière, ce Syrien allait se cacher dans sa voiture en baissant son siège. Comme j'étais en hauteur, je le voyais, j'observais tout ça. Mais il ne faut pas tout rapporter à l'Islam. On oublie vraiment que ces personnes-là, les membres de Daech, ne sont pour la plupart pas si croyants que ça. Ils font ça parce que ce sont des opportunistes, parce qu'on leur propose de l'argent pour aller combattre, ils se disent : "de toutes façons j'ai pas de boulot", on leur donne des armes et ils se sentent tout

tout puissants.

**Vous étiez censée, au départ, apporter votre aide aux femmes syriennes dans une maternité de Raqqa, "une ferme à bébés" écrivez-vous, pour seulement quelques semaines. C'est l'un des arguments d'appel de Daech : venir en aide à ce peuple opprimé. Qu'avez-vous ressenti sur le terrain ?**

**Sophie Kasiki :** Apporter son aide aux Syriens est en réalité impossible. C'est un gros mensonge. Parce qu'arrivé là bas, la cause n'est pas celle pour laquelle on est parti. Certaines femmes de la maternité, des étrangères aussi, avaient cependant l'air d'être heureuses.

Je pense qu'elles avaient l'impression de faire correctement leur travail malgré les compétences douteuses de quelques unes. Daech, c'est un petit monde de colons, très méfiant. Ce que j'entendais c'était surtout ça, la méfiance.

Ils se méfient beaucoup des Syriens, ils estiment que ce sont des gens à rééduquer. C'est le discours qu'ils entendent et qui vise à opprimer, coloniser, prendre en somme la place d'un peuple.

**Des Syriens qu'ils disent vouloir sauver... c'est paradoxal ?**

**Sophie Kasiki :** C'est très paradoxal, ça fait partie des choses qui m'ont ouvert les yeux et qui m'ont fait comprendre. Ces gens-là ne viennent pas pour aider les Syriens, ou en tous cas pas principalement.

**Que pouvez-vous nous dire du rôle des femmes plus généralement ?**

**Sophie Kasiki :** Dans cette maternité, il y avait aussi ce sentiment de toute puissance. On avait l'impression que les étrangères venues y travailler savaient tout faire, même quand elles le faisaient mal, ce qui était très souvent le cas.

Quant aux femmes, il n'y en a aucune qui combat. Certaines surveillent et intègrent les milices, seulement des caucasiennes.

On entend pas mal que les Tchétchènes sont plus costaudes que les Européennes. La femme occidentale ou celle qui a grandi en Occident sert alors beaucoup plus de reproductrice. Elle a plus le rôle d'éducation auprès des enfants.

**Après avoir été retenue, seule avec votre enfant, pendant plusieurs semaines dans cet appartement de Raqqa, vos géôliers vous ont placée dans une madafa, une sorte de garderie pour femmes. A quoi ressemblait-elle ?**

**Sophie Kasiki :** Les madafas sont des espèces de maisons où on garde et surveille les femmes. Dedans il y a toutes sortes de femmes, de toutes les nationalités, sans distinction, qui attendent. Certaines sont là parce que leurs maris combattants sont sur le front, d'autres sont divorcées. Les plus jeunes, elles, attendent d'être mariées. Il arrive que les combattants viennent se fournir dans les madafas. Il y en avait qui avaient l'air complètement droguées. C'est un endroit très surveillé, sans sortie, les portes sont constamment fermées à clef, il n'y a pas de fenêtres à travers lesquelles s'enfuir etc. A l'époque, au printemps dernier, j'ai entendu dire qu'il y avait seulement trois ou quatre madafas en Syrie. Une près de la frontière, une seule à Raqqa, une autre à Deir ez-Zor, dans l'Est. De toutes façons, ils en créent toujours, et les déplacent.

**Qu'est-ce qui, selon vous, attire tant ces très jeunes filles qui rêvent de se marier ?**

**Sophie Kasiki :** Je ne saurais pas vous dire. Chacune a des attentes, des aspirations différentes. Par exemple avec cette jeune fille de 19 ou 20 ans qui se mariait et qui d'ailleurs m'a permis de fuir [c'est à l'occasion de ce mariage, alors que l'attention est détournée dans la madafa, que Sophie parvient à s'échapper, ndlr], on avait l'impression d'avoir devant soi une petite fille de cinq ans. Pour elle, le moudjahidine qui venait la choisir, demander sa main, c'était le prince charmant, qui ferait d'elle une princesse. C'est ce que les hommes font croire à certaines femmes. La femme, comme ils disent, est leur joyau. Ces hommes-là pensent que cacher une femme, tout lui interdire, la guider comme une enfant, est une manière de la protéger.

**Certaines toutefois déchantent ?**

**Sophie Kasiki :** Dans cette madafa, j'ai rencontré une femme divorcée. Elle avait divorcé quelques jours auparavant. J'étais intriguée parce qu'elle était enceinte. Elle me disait : "oui mais cet homme que j'ai connu (avec qui elle était mariée à la base en Australie avant d'arriver en Syrie) n'est plus la même personne, il est devenu quelqu'un d'autre". Certaines vont ainsi combattre le discours extrémiste pas forcément

par rapport au discours en lui-même, mais par le côté personnel, affectif, parce qu'elles voient leur homme changer. Ça a pu jouer sur le fait que cette femme ne voyait plus la Syrie comme elle la voyait au départ. Pour d'autres c'est plus violent. Celles qui refusent un mariage auquel elles sont forcées, finissent maltraitées, frappées, violées. J'ai des retours de familles de certaines jeunes filles qui sont bloquées là-bas ou emprisonnées pour des refus de mariage, parce qu'elles ont demandé à partir.

**A votre retour en France, vous êtes incarcérée quelques semaines au printemps 2015. Avez-vous été suivie ?**

**Sophie Kasiki** : Il n'y avait pas de suivi psychologique. On accuse des gens d'être embrigadés, mais on les met dans une cellule avec d'autres personnes. [Sophie a partagé sa cellule initialement prévue pour deux avec six autres femmes, ndlr]. C'était très dur. Ça m'a laissé aussi le temps malgré la souffrance, l'isolement, de me poser, d'essayer de revivre ça, petit à petit, de repartir en arrière, de comprendre.

**Avez-vous, aujourd'hui, des nouvelles de Raqqa, votre ancienne prison. La situation a-t-elle empiré ?**

**Sophie Kasiki** : Complètement. Il y a les bombardements aujourd'hui. La maternité dans laquelle j'ai fait du bénévolat pendant quelques jours par exemple a été bombardée. Et puis il y a beaucoup plus de contrôles. Ils ont mis des checkpoints avec des femmes, les cybercafés sont régulièrement contrôlés, il y a de nouvelles restrictions... Là-bas, on n'est plus maître de soi, on devient le pantin, la propriété de ces gens-là, surtout quand on est une femme. Mais les hommes aussi parce que ceux qui tentent de désertir de Daech sont tués ou emprisonnés. Comme quoi, pour eux, les personnes ne sont pas indispensables, ce sont des choses.

"Dans la nuit de Daech, confession d'une repentie", de Sophie Kasiki (éd. Robert Laffont, 240 p.).

**A Suivre...**  
**La Presse en Revue**